

L'OPEP+ maintient son rythme de production

L'ALGÉRIE DÉPASSERA UN MILLION DE BARIL PAR JOUR

Page 4

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7233 – JEUDI 3 MARS 2022
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

La deuxième en 2022

TEBBOUNE PRÉSIDE UNE RÉUNION DU HAUT CONSEIL DE SÉCURITÉ

Page 3

CONTRAIREMENT À LA PROPAGANDE OCCIDENTALE

HUIT ANS DE CRIMES DE GUERRE UKRAINIENS AU DONBASS



La guerre en Ukraine a permis de mettre la lumière sur un aspect très peu médiatisé en Occident, celui des massacres perpétrés par les milices néonazis ukrainiennes à l'encontre des populations elles aussi ukrainiennes, mais russophones, de la région du Donbass. Huit ans d'omerta qui volent en éclat : des Ukrainiens ont tués d'autres Ukrainiens pour la simple raison que ces derniers ont comme langue maternelle le Russe. Des documents chiffrés, recoupés et photos à l'appui démontrent l'ampleur de la logique génocidaire entretenue depuis 2014 par les gouvernements successifs de Kiev.

Page 5

ALLOCATION CHÔMAGE

5 500 demandes acceptées via le site minha.anem.dz

Page 2

APRÈS DEUX ANS DE GESTION CHAOTIQUE

Le PDG de Sotraz Abdallah Arar limogé

Page 3

BILAN OPÉRATIONNEL HEBDOMADAIRE DE L'ANP

17 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés

Page 24

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

PROTECTION CIVILE DE GHARDAÏA

Plus de 75 368 interventions en cinq ans

LA JOURNÉE mondiale de la Protection civile, qui coïncide avec le 1er mars de chaque année, a été célébrée, par la direction de la Protection civile de Ghardaïa. En dépit d'un temps glacial et venteux, la cérémonie officielle vient d'être honorée ce matin par la présence du Wali de Ghardaïa, M. Boualem Amrani accompagné par le P/APW, M. Slimane HADJ SAID, et en présence du directeur de la protection civile de la Wilaya, M. Azzedine Benkadour, de son chef d'Unité de Ghardaïa, M. Belguite Fouathia et de très nombreux invités Civiles et Militaires. Au programme des expositions sur les différentes activités du corps, des démonstrations, l'organisation de manœuvres de sauvetage et de secourisme pour les cas d'accidents de la route ou domestiques, et les cas d'incendies, avec toutes les techniques de sauvetage et de secours ainsi que d'autres activités.

La Sympathique exposition a démontré l'engagement de la protection civile sur tous les fronts de l'assistance aux citoyens s'est davantage accentué durant cette période de pandémie. Plus de 75.368 interventions sur les 48355 qui ont touché des populations nécessitant de l'assistance et de l'évacuation entre 2017 et 2021.

Durant cette pandémie, on nous indique que la brigade de pompiers de Ghardaïa avait elle aussi été touchée par la propagation du virus sur une quelques agents de sapeurs-pompiers qui avaient dû être confinés à un moment crucial de la pandémie, mettant ainsi à mal le fonctionnement de l'unité. Malgré tout, très proche de la population, les équipes médicales de cette dite unité, munis d'un matériel conséquent ont assurément contribué aux différentes opérations de vaccinations.

Par ailleurs, les accidents de la route, durant les cinq dernières années 2017/2021, où 4496 interventions ont été effectuées, moyennant 899 interventions par An, ont enregistré au total, 111 morts et 3035 blessés Un souci majeur a connu durant ces cinq années c'est aussi une augmentation en matières de piqures Scorponiques qui ont touché 647 personnes de différents âges à travers l'ensemble des communes de la Wilaya. Les autres interventions ont concerné aussi 82 cas d'asphyxies et 787 cas de feux de palmiers.

Cependant, La manifestation à l'honneur des hommes en rouge a été aussi une occasion pour expliquer les objectifs affirmés par l'organisation internationale de la Protection civile, qui visent à attirer l'attention du public le plus largement possible sur son rôle majeur dans la vie quotidienne des populations, sensibiliser ces dernières sur les mesures à adopter en cas de catastrophes naturelles.

Par ailleurs, Il ne va pas sans dire que le fait nouveau de cette nouvelle année 2022 est l'attention particulière accordée aux manœuvres au sein des unités économiques dont le slogan onusien est «une protection civile forte pour défendre l'économie nationale».

De Ghardaïa,
Aïssa Hadj Daoud

ALLOCATION CHÔMAGE

5 500 demandes acceptées via le site minha.anem.dz

Le directeur général de l'Agence nationale de l'emploi, Abdelkader Djaber, a révélé que plus d'un million de personnes ont visité la plate-forme numérique minha.anem.dz, et ce depuis son ouverture le 25 février, tandis que 413 056 chômeurs ont pu s'inscrire et obtenir l'approbation initiale.

Le responsable a expliqué que la plate-forme numérique minha.anem.dz a déjà reçu 413 000 demandes d'allocation chômage, et plus de 5 500 ont déjà été acceptées. Il a aussi indiqué que plus de 13 000 demandeurs ont pu prendre rendez-vous afin de déposer leurs dossiers au niveau des différentes agences, et ce à travers le territoire national.

Ces dernières s'attendent à recevoir plus de 92 400 demandeurs d'emploi dans les jours à venir. M. Djaber a fait savoir que deux comités ont été nommés par le ministère du Travail, leur mission étant d'assurer le bon fonctionnement du processus d'attribution de cette subvention. Il convient de souligner que 620 000 demandeurs d'emploi pourront bénéficier de cette allocation. Elle leur sera versée sous forme d'un présalaire de 13 000 DA. Décidée par le président de la République, cette subvention sera versée à partir du mois de mars. Par ailleurs, les conditions de versement de cette allocation ont été publiées dans le dernier numéro du Journal officiel.

En effet, pour bénéficier de cette allocation, le chômeur primo-demandeur d'emploi doit remplir plusieurs conditions citées dans ce décret, à savoir être titulaire de la nationalité algérienne, résider en Algérie et être âgé entre 19 et 40 ans. Il est aussi exigé d'être inscrit comme chômeur primo-demandeur d'emploi auprès des services de l'ANEM depuis au moins six mois, ne pas disposer d'un quelconque revenu, quelle que soit sa nature, justifier sa situation vis-à-vis du service national et ne pas être inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur ou



de formation professionnelle. Le bénéficiaire ne doit pas avoir déjà bénéficié des dispositifs publics de soutien à la création et à l'extension d'activités, d'aide à l'insertion professionnelle et d'aide sociale, alors que le conjoint ne doit disposer d'aucun revenu, quelle que soit sa nature. Les détenus ayant purgé leur peine et ne disposant pas de revenu bénéficieront également de cette allocation.

Pour ce qui est du suivi et du contrôle de ce dispositif, ils sont assurés par les services de l'ANEM, en relation avec les services déconcentrés du ministère chargé de l'Emploi.

Lynda Louifi

TIZI OUZOU

Colloque sur Abane Ramdane durant la guerre de libération

A L'ISSUE DU COLLOQUE international de deux jours, organisé par l'Université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou, plus exactement la faculté des sciences humaines de Tamda, et dont les travaux ont débuté mardi sur le rôle joué par Abane Ramdane durant la guerre de libération nationale, les intervenants ont souligné son «rôle prépondérant» dans la réussite de la guerre de libération nationale.

«L'intervention de Abane dans le cours de la guerre de libération nationale a apporté un saut qualitatif» à celle-ci et lui a permis de «prendre un nouveau souffle», ont fait remarquer, à l'unanimité, les différents conférenciers. Mezhora Salhi, présidente de ce colloque et enseignante et chercheuse de l'université Mouloud-Mammeri, a soutenu que Abane Ramdane «s'était vite fait remarquer par son engagement clair et ses capacités organisationnelles». «L'un de ses mérites essentiels, a-t-elle souligné, était de concrétiser sur le terrain l'idée de l'unité nationale, qui était antérieure au déclenchement de la guerre de libération nationale». «Il a fallu l'arrivée de Abane pour que cette idée, en gestation depuis le mouvement national, prenne enfin corps sur le terrain», a-t-elle expliqué.

La thèse mise en avant par Mezhora Salhi a été soutenue par Abdelaziz Kheither, de la même université. Celui-ci a rappelé que cette idée, «qui a longtemps divisé et suscité des fractions et des divergences entre les dirigeants du mouvement national, a trouvé réponse et s'est concrétisée grâce à la conception et à la vision clairvoyante de Abane».

«Le génie de Abane, a poursuivi l'universitaire, qui a rappelé l'échec des différentes tentatives, réside dans sa vision de concrétiser cette union entre les différentes forces et composantes du peuple algérien». «Une vision fondée, a-t-il expliqué, sur sa conviction de son importance quant à l'issue de la Révolution». «Cette conviction émanait de son constat et de son analyse de la situation et du rapport de force en présence, à savoir une puissance mondiale avec une armée régulière entraînée et supérieure en nombre et soutenue par l'OTAN et en face, des combattants munis de conviction, certes, mais pas entraînés à la guerre et avec des armes rudimentaires», a-t-il fait remarquer.

Considérant cette action de fédérer les Algériens autour d'un même objectif comme «unique dans l'histoire contemporaine du pays», Abdelaziz Kheither a assuré que «pour s'y prendre, Abane s'est surtout rapproché des élites politiques qui n'avaient pas encore rejoint la Révolution dont, entre autres, l'Union des amis du manifeste algériens (UDMA), les ulémas, le Parti communiste algérien (PCA) ainsi que les centralistes du MTLD qui se sont joints individuellement».

Parmi les points d'achoppement des anciennes tentatives d'union que Abane a réussi à transcender avec les différentes parties, a-t-il ajouté, «il y a eu, notamment, le positionnement et la promotion dans les instances de la Révolution mis à la portée de toutes les parties et sensibilités».

Pour sa part, Yasmine Messaoudi, de la même université, a souligné que l'autre prouesse de Abane était son action médiatique qui a consisté, entre autres, à «doter la Révolution d'un organe médiatique officiel pour lui permettre d'avoir un écho et à organiser des rencontres entre les moudjahidine et des organes de la presse étrangère, d'Europe de l'Est notamment, pour rendre visible la réalité de la révolution algérienne».

Il convient de relever que les travaux se sont poursuivis hier, mais en visioconférence. Les conférenciers en question sont issus de différentes universités du pays et même de l'étranger, à l'instar de la France, du Canada et de la Guyane.

De notre bureau, Saïd Tissegouine

APRÈS DEUX ANS DE GESTION CHAOTIQUE

Le PDG de Sotraz Abdallah Arar limogé

Le président directeur général de l'entreprise de transport d'Arzew (SOTRAZ), Abdallah Arar, filiale de Sonatrach, a été limogé hier, par la direction générale du groupe pétrolier. C'est ce qu'a appris le Jeune Indépendant auprès du groupe pétrolier.

Abdallah Arar a été remplacé par Brahim Guessoum, membre du conseil d'administration de la filiale de Sonatrach qui emploie 1 100 employés. Abdallah Ara, s'est illustré depuis sa nomination en juin 2019 en tant qu'intérimaires puis confirmé en février 2020 par des dépassements et des abus notamment des licenciements illégaux et des mises à l'écart de cadres intègres qui ont causé de nombreux préjudices moraux et financiers à Sotraz, selon des rapports d'audit et les griefs répétés de cadres de l'entreprise et des la cellule syndicale UGTA de l'entreprise .

«Ces agissements ont été régulièrement dénoncés par la section syndicale de l'entreprise et des cadres qui ont payé au prix fort leur intégrité et dévouement envers la société", a indiqué un haut responsable de Sotraz au Jeune Indépendant à la suite de l'annonce du limogeage de Sotraz

La totalité des membres du Conseil d'administration ont été remplacés dont certains étaient accusés, par les travailleurs, de connivence avec le PDG limogé.

Avant son départ, le PDG de Sotraz a procédé aux signatures de promotions au profit des employés qui lui ont été «loyaux», a indiqué au Jeune indépendant un membre du Syndicat. Jusqu'à mercredi en fin de journée, de nombreux employés se sont précipités à son bureau pour obtenir des promotions de complaisance avant son départ officiel prévu jeudi 3 mars 2022, ajoute la même source. "Arar ruine l'entreprise jusqu'à la dernière minute avant son départ, un acte irresponsable", a souligné le même responsable.

Pour rappel, de nombreux griefs et rapports ont été transmis par des cadres de l'entreprise, à la direction générale sur les dépassements de Arar, notamment au sujet de l'affaire du fournisseur Hakoum où Sotraz a été contrainte par la justice de payer un total de 9.2 millions de dinars en



contrepartie d'une marchandise qu'elle n'a jamais réceptionnée, ainsi que sur l'attribution de plusieurs marchés à des opérateurs privés, alors que l'entreprise est en pleine crise financière.

Plusieurs autres scandales ont secoué la société durant le règne de Arar, entre autres, l'affaire du fournisseur de pneus, la Sarl Boukhelf Distribution. Ce dernier avait déposé plainte contre le P-DG Arar le 23 septembre 2021, pour «manipulation des résultats d'attribution d'un marché public pour l'acquisition de pneus».

A cette affaire s'ajoute aussi celle de l'attribution du marché de gré à gré, en violation des conditions qu'exigent la loi et le code des marchés publics, d'une valeur de 2 380 800 000 DA (près de 2,4 millions de DA) à un sous-traitant privé.

Les pertes de Sotraz causées par la gestion d'Arar ne s'arrêtent pas à ces affaires. Un montant de 17 millions de dinars a été versé aux employés licenciés abusivement par l'ex P-dg, auxquelles s'ajoutent les frais de justice, et les honoraires d'un avocat non conventionné avec Sonatrach, issu d'El-Harrach quartier natal du PDG à Alger, engagé avec prise en charge de son transport et de son hébergement dans un hôtel à Oran.

La gestion chaotique des affaires de Sotraz a induit à une situation financière critique et inquiétante selon Arar lui-même, mais qui ne l'avait pas empêché de s'offrir « un Smartphone iPhone à un prix exorbitant » et une vie de luxe dans une suite à l'hôtel le Méridien à Oran alors qu'il possède un appartement à quelques dizaines de mètres de cet hôtel.

Ce gaspillage qui a saigné la trésorerie fragile de l'entreprise, ne s'est pas arrêté uniquement aux dépenses personnelles de M. Arar, entre dîners au quotidien dans des restaurants huppés notamment « Le Coralia » -spécialisé dans le poisson à Akid Lotfi ou les menus sont exorbitants- au détriment du buffet de l'hôtel Le Méridien (propriété de Sonatrach). A cela s'ajoutent les frais de mission hebdomadaires qu'il encaissait en rentrant chaque jeudi chez lui à Alger, mais également le paiement de sommes colossales en guise de remboursement des frais judiciaires engendrés par la perte des procès enclenchés soit par Arar soit contre lui.

Mohamed Mecelti

COUR DE JUSTICE DE BOUMERDES

Le procès d'Abdelghani Hamel reporté au 13 mars

La Chambre pénale près la Cour de justice de Boumerdes a reporté, hier, au 13 mars, le procès en appel de l'ancien Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel, de son fils et d'anciens walis, ainsi que d'ex-cadres de la wilaya de Tipasa, poursuivis pour plusieurs chefs d'accusation dont «détournement de fonciers agricoles» et «abus de fonctions».

Il s'agit du 7ème report de ce procès en appel des accusés dans l'affaire, rouverte après un pourvoi en cassation interjeté auprès de la Cour suprême, et intervient en raison de l'absence de l'accusé principal, en l'occurrence Abdelghani Hamel et de l'accusé Mustapha Layadi pour des raisons de santé. Le procès en appel de cette affaire devra se dérouler «avec une nouvelle composante judiciaire en audience spéciale destinée exclusivement au procès des accusés dans cette affaire, programmée à la date citée afin d'éviter l'entrave du déroulement des audiences du procès dans d'autres affaires au niveau de cette juridiction, comme l'a annoncé la présidente de la chambre pénale».

Pour rappel, le même tribunal avait rendu, le 4 juin 2020, son verdict dans cette affaire, en condamnant l'ancien DGSN, Abdelghani Hamel et l'ancien wali de Tipasa Moussa Ghelai à douze ans (12 ans) de prison ferme.

Il a, également, confirmé la peine de 10 ans de prison ferme contre chacun des ex-walis de Tipasa, Kadi Abdelkader et Layadi Mustapha, ainsi que la peine de trois (3) ans de prison ferme contre Chafik Hamel (fils de l'ancien DGSN) et Salim Djai Djai, ex-chef de la sûreté de wilaya de Tipasa.

La même juridiction avait condamné, dans le cadre de la même affaire, à 4 ans de prison avec sursis l'ancien ministre des Finances, Hadji Baba Ammi, et à 5 ans de prison ferme l'ancien directeur des domaines de Tipasa, Ali Bouamrane.

Une peine de deux (2) ans de prison ferme a été prononcée contre l'ancien directeur de l'Industrie et des mines de Tipasa, Haddou Abderrezak, et l'ancien Conservateur foncier de Koléa, Mohamed Bouamama, outre une année ferme contre l'investisseur privé Zerad Abdelhakim. L'ancien Directeur général des Domaines, Kheznadji Djamel, cité dans cette affaire, a été acquitté.

Les accusés dans cette affaire sont poursuivis pour plusieurs chefs d'accusation, notamment «détournement de foncier agricole», «abus de fonction», «trafic d'influence», et «bénéfice du pouvoir et de l'influence des agents de l'Etat à l'effet d'augmenter les prix et modifier la qualité des matériaux, des services et des délais de livraison». **H. B.**

TEBBOUNE PRÉSIDE UNE RÉUNION DU HAUT CONSEIL DE SÉCURITÉ

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale a présidé hier mercredi une réunion du Haut conseil de sécurité, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale a présidé, ce jour, une réunion du Haut conseil de sécurité", lit-on dans le communiqué. **S. N.**

ENTRÉE MASSIVE DE MIGRANTS CLANDESTINS À MELLILA

La nouvelle arme du Makhzen

ILS ÉTAIENT plus de 2 500 migrants, munis de «crochets» et de «pierres» selon les autorités locales, qui ont tenté hier de franchir la haute clôture protégeant l'enclave espagnole de Melilla, au nord du Maroc. Presque un demi millier d'entre eux y seraient parvenus, en dépit de l'intervention rapide des forces de sécurité espagnoles, visiblement dépassées par l'ampleur de cette « attaque ».

Il s'agit de l'une des tentatives de franchissement les plus massives de ces dernières années. Selon des sources spécialisées sur ce dossier, cette tentative semble être bien orchestrée, organisée et planifiée depuis longtemps. Elle rappelle dans son mode opératoire, à bien des égards, aux mêmes « raids » de migrants dans d'autres territoires, comme en Turquie ou en Biélorussie. L'arme des migrants clandestins est devenue un instrument maniable chez le régime marocain, qui ne lésine point sur ce moyen pour faire pression sur son voisin espagnol, dont la tension reste vive.

«Vers 9h30 (8h30 GMT), un groupe de quelque 2 500 personnes originaires d'Afrique subsaharienne a tenté un franchissement massif de la clôture frontalière de Melilla», la seule frontière terrestre de l'Union européenne en Afrique avec l'autre enclave espagnole de Ceuta. «Près de 500 seraient entrés», a indiqué la préfecture dans un communiqué.

Selon la préfecture, les migrants ont employé une «grande violence». Ils ont utilisé des «crochets» pour escalader la clôture grillagée et ont «jeté des pierres», ont détaillé les services de l'Etat espagnol.

Une vidéo diffusée par plusieurs médias montrait une foule de migrants descendant des collines proches de la frontière. Dans son communiqué, la préfecture a assuré que les forces de sécurité espagnoles avaient «neutralisé une grande partie des personnes» ayant tenté de franchir la clôture. Elle a par ailleurs indiqué que trois migrants avaient été légèrement blessés, tout comme trois membres de la Garde civile espagnole.

A Melilla, la frontière est matérialisée par une triple clôture grillagée de plusieurs mètres de haut et d'une longueur d'environ 12 km. Comme celle de Ceuta, elle est équipée de caméras de vidéo-surveillance et de miradors pour faire face aux tentatives d'entrées illégales.

La police espagnole cherche encore à enquêter sur les raisons de ce « rush » groupé et organisé. Il faut dire qu'une telle situation est inhabituelle, car les arrivées dans cette zone sont quasi-quotidiennes. Mais une tentative massive est rare, selon les constats faits par les autorités ibériques.

Pour rappel, en mai 2021, plus de 10 000 migrants, en grande majorité Marocains, étaient entrés à Ceuta, l'autre enclave espagnole au nord du Maroc, cette fois par la mer ou par la digue marquant la frontière. Une arrivée exceptionnelle qui fut orchestrée par le Makhzen et qui avait eu lieu dans un contexte de crise diplomatique majeure entre Madrid et Rabat.

Il y a quelques années, les gardes frontières marocains avaient expulsés plusieurs centaines de migrants subsahariens vers la frontière algérienne dans des zones proches de Maghnia, pourtant fermée depuis août 1994. Une expulsion qui fut relayée par une agressive offensive de désinformation des appareils propagandistes du régime marocain contre l'Algérie.

Mohamed Kouini

L'OPEP+ MAINTIENT SON RYTHME DE PRODUCTION

L'ALGÉRIE DÉPASSERA UN MILLION DE BARIL PAR JOUR

La production pétrolière de l'Algérie dépassera au mois d'avril prochain un million de barils par jour (mb/j), soit une hausse de 10.000 barils/jour par rapport au mois de mars, a fait savoir, hier à Alger, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.



Dans une déclaration à la presse en marge de la 26ème réunion ministérielle Opep-non Opep (Opep+), à laquelle il a participé par visioconférence, M. Arkab a révélé que «la production pétrolière de l'Algérie atteindra 1.200.000 mb/j au mois d'avril prochain».
Cette hausse s'inscrit dans le cadre de l'application de la décision d'Opep+ lors de sa 26ème réunion ministérielle Opep-non Opep (Opep+) portant une hausse globale de 400.000 mb/j au mois d'avril prochain.
«Les pays signataires de la déclaration de coopération Opep+ ont décidé de poursuivre la hausse globale en injectant 400.000 mb/j supplémentaires sur le marché au mois d'avril prochain», a indiqué M. Arkab. M. Arkab a pris part hier par visioconférence aux travaux de la 26ème réunion ministérielle Opep-non Opep (Opep+).
Le ministre de l'Energie et des Mines a participé également aux travaux de la 38ème réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC).
Ces deux réunions ont été consacrées à «l'examen de la situation du marché pétrolier international et à ses perspectives d'évolution à court terme ainsi qu'à l'évaluation du niveau de respect des engagements de baisse de la production des pays d'Opep+ durant le mois de janvier 2022». Le taux de conformité a atteint 129% au mois de janvier dernier, a révélé M. Arkab.
La flambée des cours du pétrole, propulsés par la guerre en Ukraine, n'a pas eu d'impact sur le plan d'augmentation mensuelle de la production adopté par les vingt-trois pays de l'OPEP+, qui ont convenu hier d'ajuster à la hausse le niveau total de production de 400 000 barils par jour pour le mois d'avril 2022. Une augmentation «modeste» qui n'aura pas d'effet sur un marché mondial déjà très tendu. A l'issue de la 26e réunion ministérielle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et leurs dix partenaires via l'accord OPEP+, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a annoncé, dans une déclaration à la presse, que les membres de l'Organisation ont décidé d'»ajuster à la hausse le niveau total de production de 400 000 barils par jour pour le mois d'avril».
Dans la foulée, les prix du baril ont encore accentué leur hausse, atteignant des sommets jamais approchés depuis 2014. Le Brent de la mer du Nord atteignait 113,94 dollars, tandis que le WTI américain montait vers 13h15 GMT jusqu'à 112,51 dollars, un record depuis 2013.
La stratégie graduelle de l' OPEP+, renouvelée de mois en mois, a été lancée au printemps 2021 à la faveur du redressement de la demande, après des coupes drastiques pour faire face à la pandémie de la Covid-19. Mais depuis, l'envolée des cours s'est accélérée, propulsée par les tensions géopolitiques puis le début de la crise ukrainienne il y a près d'une semaine. Et l'annonce avant-hier, par l'Agence internationale de l'énergie de la mise sur le marché de 60 millions de barils tirés des réserves de ses pays membres, n'a pas eu l'effet d'apaisement escompté et les prix n'ont cessé de bondir.
Les investisseurs, de leur côté, redoutent des ruptures d'approvisionnement russe en énergie alors que les sanctions occidentales se multiplient contre Moscou. Avec les déclarations menaçantes des politiques européens et les ripostes des dirigeants russes, les observateurs ne s'attendent point à une rapide accalmie. De quoi raviver encore le marché du pétrole. «La guerre en Ukraine s'envenime et les hostilités entre l'Occident et la Russie s'accentuent», entraînant un «risque élevé» de perturbations de l'approvisionnement en brut et en gaz naturel, s'inquiète Bjarne Schieldrop, analyste chez Seb.
Il convient de noter que la Russie est le deuxième plus grand exportateur de pétrole brut au monde et représente plus de 40% des importations annuelles de gaz naturel de l'Union européenne.
«Nous nous attendons à ce que l' OPEP+ maintienne une politique prudente jusqu'à ce qu'elle soit absolument obligée de changer de cap», a commenté Louise Dickson, de Rystad Energy.
L'alliance avait adopté la même attitude au début de la pandémie de Covid-19, qui avait conduit à une «extrême destruction de la demande», avant de rectifier le tir en urgence devant un marché «en claire détresse», rappelle l'analyste.
De toute façon, même s'ils élèvent davantage la production, il ne s'agirait que d'une «promesse sur le papier», note Louise Dickson, de Rystad Energy. Car l'alliance OPEP+ «est incapable, pour le moment, de remplir ses quotas, ce qui contribue à la pénurie de l'offre et alimente la hausse des prix».
Entre décembre et janvier, les 23 pays membres ont augmenté le volume de 64 000 barils par jour, selon le dernier rapport mensuel du groupe.

Mohamed Mecelti

«ICT MAGHREB»

La deuxième édition se tiendra du 14 au 16 mars

LA DEUXIÈME édition du Salon des technologies de l'information et de la communication «ICT Maghreb» se tiendra du 14 au 16 mars prochain au Palais de la Culture Moufdi Zakaria (Alger) avec la participation de 150 exposants, ont annoncé mercredi les organisateurs.
Véritable carrefour d'échanges entre professionnels du secteur et entre fournisseurs et donneurs d'ordre de premier rang, ce rendez-vous accueillera des entreprises étrangères venant d'une dizaine de pays dont la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, Chypre et Tunisie, a indiqué Madjid Imadalou, directeur général de MM. Communication, lors d'une conférence de presse.
Organisé par Prolinkom Consulting et MM. Communication sous le slogan «le numérique, un levier multisectoriel et une économie à part entière», ce salon où se côtoieront entreprises, experts, start-ups, étudiants et médias, devrait accueillir 6.000 visiteurs.
Le salon devrait également permettre aux décideurs du secteur de l'information et de la Communication de nouer des partenariats stratégiques avec des entreprises étrangères grâce à sa dimension internationale. «Plus de 2.000 rendez-vous B2B sont prévus durant les 3 jours du salon», a affirmé M. Imadalou, soulignant que l'événement s'affirme comme «une plate-forme de réflexion sur l'actualité et l'évolution des TIC avec une quarantaine de conférences débats et ateliers au rendez-vous».
La nouvelle édition de «ICT Maghreb» verra, en outre, l'organisation d'un concours pour récompenser les meilleures innovations.
«Les trophées de l'innovation IT 2022 seront un véritable accélérateur pour propulser de nouvelles sociétés à fort potentiel», a estimé M. Imadalou, soulignant que l'évènement permettra également de «découvrir et de mettre en lumière de jeunes talents dans la catégorie étudiant ou ayant lancé une activité particulièrement innovante dans le domaine IT».
Le salon sera également l'occasion de présenter le «Baromètre DSI 2021» qui a pour objectif de «faire un état des lieux de l'intégration des TIC dans l'entreprise algérienne, de mieux cerner les besoins des décideurs IT, leurs priorités pour 2022/2023, ainsi que de mesurer l'adéquation entre leurs besoins et les solutions proposées sur le marché», a-t-il expliqué.
Présent à la conférence de presse, le représentant du ministère de la Poste et des Télécommunications, Ali Nabi, a affirmé que la situation sanitaire liée à la pandémie du Coronavirus en Algérie a permis aux Algériens de «s'approprier les TIC, très utilisées durant cette période».
Il précise, à ce titre, que «3,6 millions d'Algériens ont utilisé les TIC, pour la première fois, durant la pandémie et que 1,8 million ont utilisé l'Internet pour la première fois durant cette période de crise sanitaire». «C'est une transformation numérique importante de la société algérienne», a-t-il fait remarquer.
Le représentant du ministère de la Numérisation et des Statistiques, Fateh Eddine Kezim, a estimé, de son côté, que la crise sanitaire liée au Covid-19 «a boosté la numérisation en Algérie provoquant un changement dans le mode d'organisation et des process managériaux».
Le représentant du ministère délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, Noureddine Ouadhah, a jugé, quant à lui, «utile» de «tirer les leçons de la crise sanitaire pour encourager un changement dans le mode organisationnel de la vie professionnelle», exprimant sont souhait de voir «plus de start-up participer à ce salon».

M. B.

MOBILE WORLD CONGRESS 2022

La couverture réseau d'ATM Mobilis reconnue par Ookla

ATM MOBILIS est fier d'annoncer sa distinction au MWC 2022, qui se tient en ce moment dans la ville de Barcelone (Espagne), et qui regroupe les acteurs mondiaux du monde des télécommunications. En effet, ATM Mobilis vient de remporter le Speedtest Award pour la meilleure couverture réseau en Algérie (Best Mobile Coverage), attribué par la renommée société Ookla. Ce trophée reçu par le Président Directeur Général d'ATM Mobilis, Monsieur Chaouki Boukhazani, vient renforcer la position de leader de l'opérateur national de téléphonie mobile, et confirme ainsi les efforts consentis pour la couverture réseau du vaste territoire national algérien. Bravo à ATM Mobilis.

CONTRAIREMENT À LA PROPAGANDE OCCIDENTALE

HUIT ANS DE CRIMES DE GUERRE UKRAINIENS AU DONBASS

La guerre en Ukraine a permis de mettre la lumière sur un aspect très peu médiatisé en Occident, celui des massacres perpétrés par les milices néonazis ukrainiennes à l'encontre des populations elles aussi ukrainiennes, mais russophones, de la région du Donbass. Huit ans d'omerta qui volent en éclat : des Ukrainiens ont tués d'autres Ukrainiens pour la simple raison que ces derniers ont comme langue maternelle le Russe. Des documents chiffrés, recoupés et photos à l'appui démontrent l'ampleur de la logique génocidaire entretenue depuis 2014 par les gouvernements successifs de Kiev.



Ainsi, c'est une véritable stratégie d'épuration ethnique et linguistique qui a été systématiquement mise en place par les autorités de Kiev, dans une impunité quasi-totale. La campagne militaire russe dans ce pays a dévoilé les aspects criminels d'un régime complétement inféodé à certains groupes néonazis qui ont opéré depuis 2014 à Donetsk et à Lougansk.

Par exemple, le 16 Juillet 2019 est entrée en vigueur en Ukraine, la loi sur le fonctionnement de la langue ukrainienne en tant que langue d'État, en vertu de laquelle, le service doit uniquement passer en ukrainien, le service du client dans une autre langue ne pourra être effectué que sur sa demande. Une année plus tard, en mars 2020, les écoles de langue russe ont été éliminées après la signature par le président Zelensky de la loi sur l'enseignement secondaire général complet, entrée en vigueur en septembre 2020.

Cette politique d'épuration culturelle et ethnique s'inspire des pratiques nazies car elle considère que l'élément ukrainien est supérieur aux autres groupes ethnico-linguistiques qui composent le peuple de l'Ukraine.

Déjà en avril 2019, et dans une interview à la BBC, le ministre de la Politique sociale de l'Ukraine, Andreya Reva, a ainsi décrit les habitants de la République populaire de Lougansk et de la République populaire de Donetsk : «Tous ceux qui étaient pro-ukrainiens sont partis. Et ceux qui veulent deux pensions, là et là, qu'ils le fassent. Je ne suis pas désolé pour eux. Je suis désolé pour les soldats et les officiers qui ont été tués pour ces conneries (sic)». Et il semblerait que ce qualificatif soit légion chez les Ukrainiens russophobes. En 2014, le futur président de l'Ukraine, Zelensky, a parlé aux militaires ukrainiens qui ont mené une opération punitive dans le Donbass. L'acteur de l'époque avait dit, «Les gars, vous devez nous protégez de toutes sortes de conneries (re-sic)!».

Voilà comment la classe politique ukrainienne pro-nazie et russophobe considère une partie de ses concitoyens. Tout ce qui a un rapport avec la Russie comme pays, au Russe comme langue et comme culture est systématiquement banni, jusqu'à la violence. Ainsi, des musiciens de rue à Lvov (la grande ville de l'Ouest ukrainien) qui ont chanté des chansons en russe, ont été battus. À Kiev et Zadroyya, des femmes ont été battues pour avoir parlé en russe. Pis, en juillet 2018, dans le village de Buymer, près de Soumami, un déplacé handicapé du Donbass a été battu parce qu'il parlait russe. En mai 2017, dans la ville de Kamenski, un chauffeur de taxi a été battu et blessé par balle à la jambe pour avoir parlé russe.

L'INDIFFÉRENCE DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Les crimes gratuits, notamment les infanticides et des assassinats ciblés, ont été perpétrés dans l'indifférence la plus absolue de la «communauté internationale». Entre 2014 et 2021, l'armée ukrainienne a tué plus de 150 enfants dans les Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk. Le nombre de blessés est encore plus élevé. A Odessa, par exemple, des dizaines d'Ukrainiens ont été brulés vifs dans la Maison des Syndicats le 02 mai 2014, par l'organisation extrémiste «Secteur Droit» pour la simple raison d'être des Russophones.

Cette logique est sous-tendue par toute une constellation de groupe et d'organisation néo-nazies. En novembre-décembre 2013 par exemple, le groupe Trizub a été l'ossature d'une association de droite formée par Euromaidan. De son côté, l'organisation nationaliste ukrainienne, est l'héritière d'une organisation politique nationaliste ukrainienne qui a opéré entre les années 1920 et 1950.

Les membres de l'organisation ont participé activement aux combats au côté des bandes tchétchènes pendant les conflits en Tchétchénie dans les années 1990. D'autres groupes et combattants extrémistes gangrènent le pays, par exemple, l'Armée rebelle ukrainienne (UPA), unité de combat de l'Organisation nationaliste ukrainienne, a été créée par les associés de Stepan Drapeau lors d'une conférence spéciale en octobre 1942. Les représentants de l'organisation ont participé activement aux combats au côté des bandes tchétchènes pendant les conflits en Tchétchénie. On voit ici les connexions entre ces groupes paramilitaires extrémistes et nazis avec les desseins de déstabilisation de la Russie elle-même surtout dans l'affaire tchétchène.

«Secteur droit» est une association de militants d'extrême droite nationaliste qui s'est formée au cours du «Maidan» à Kiev (décembre 2013-février 2014). Elle est devenue célèbre le 1er décembre 2013 dans des affrontements avec les forces intérieures et les forces spéciales du Ministère de l'Intérieur qui surveillaient le bâtiment présidentiel, ainsi que dans la prise de plusieurs bâtiments administratifs. Dans un rapport de l'ONU datant de 2016 sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires, il est écrit que «Secteur droit» fait partie des «milices violentes qui agissent en toute indépendance grâce à un engagement officiel de haut niveau et avec une impunité quasi totale». Et la liste est longue, notamment avec le sinistre bataillon Azov, passé maître dans l'art de cibler tous les Russes dans le Donbass.

Un aller-retour dans le passé très récent de l'Ukraine démontre les liens entre ce bataillon et des groupes d'intérêts américains antirusses. En mars 2015, le Ministre ukrainien de l'Intérieur de l'époque, Arsène Avakov, a annoncé que le bataillon Azov serait l'une des premières unités à être entraînées par les forces de l'armée américaine dans le cadre de leur mission de formation de l'opération des Gardiens intrépides. Mais les États-Unis ont abandonné leurs études le 12 juin 2015, car la Chambre des représentants des États-Unis a adopté un amendement interdisant toute aide au bataillon, y compris l'armement et la formation, en raison de son passé néonazi. Cependant, en novembre 2015, l'amendement a été supprimé parce que, selon le journal The Nation, «la Commission du budget de la défense de la Chambre des représentants a subi des pressions du Pentagone pour supprimer l'amendement Conyers-Joko du texte du projet de loi». Il ne fait aucun doute, les intérêts américains avaient clairement définit la déstabilisation de la Russie via des milices néonazies, dont Azov, comme une priorité absolue.

Et le mode opératoire antirusse ne se limite pas aux groupes paramilitaires extrémistes, il intègre surtout les organisations non gouvernementales (ONG), outils des révolutions colorés et des «regime change». L'Ukraine est le terrain privilégié de ces ONG euro-atlantistes qui développent la haine de tout ce qui est russe (Etat, peuple, culture).

Parmi les ONG polonaises, le Centre démocratique de l'Est de l'Europe, avec son siège à Varsovie, mérite d'être examiné séparément. Ses employés sont installés non seulement en Ukraine, mais aussi en contact avec les ONG russes. Il est financé par la Motta Foundation, le National Law Foundation de Washington, la Soros Foundation, les ambassades des Pays-Bas et du Canada. Le budget annuel de la Fondation Charles Stewart Mott est de 2,6 milliards de dollars. Des liens existent entre le Centre démocratique de l'Est de l'Europe et le Département d'État américain. Un détail et pas des moindres, ce centre était dirigé par Zbigniew Brzeziński, le conseiller de plusieurs présidents américain, et non moins auteur du bestseller Le Grand Echiquier.

D'autres ONG financent le groupe extrémiste «Secteur Droit» et les mouvements radicaux similaires, parmi lesquelles notons : la Konrad-Adenauer-Stiftung, fondation proche du Parti chrétien-démocrate allemand et dont le siège est Saint-Augustin en Allemagne, la «Deutsche ghesellschaft für international zusammenarbeit», agence de développement allemande qui fournit des services de coopération internationale, dont le QG est Bonn. Il y a également la Hanns-Seidel-Stiftung, fondation caritative qui parraine des personnalités et des organisations qui ont contribué à la paix, à la liberté et à la justice, à la démocratie et à la compréhension internationale. Le quartier général de cette fondation est à Munich.

Parmi ces fondations, il y a notamment le British Council, une organisation internationale qui siège à Londres, fer de lance du soft power britannique, People in need, organisation humanitaire tchèque pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde, dont le siège est à Prague, ainsi que le Congrès des Ukrainiens du Canada, une organisation publique qui regroupe les organisations politiques, sociales, culturelles des Ukrainiens du Canada, ainsi que les églises canadiennes ukrainiennes. Le Bureau central est situé à Winnipeg au Canada. Le seul Canada a plus de 200 programmes économiques, humanitaires et sociaux en direction de l'Ukraine. C'est dire l'acharnement occidental contre la Russie en utilisant l'Ukraine comme plateforme de destabilisation.

Il est évident à la lumière de ces faits que les différents gouvernements ukrainiens depuis 2014, outils des puissances euro-atlantistes, s'appuient dans leurs entreprises russophobes sur des groupes violents, racistes, qui prônent la suprématie de l'Ukrainien sur le Russe utilisant des méthodes néonazies, maquillées par les médias mainstream occidentaux en victimes d'un supposé expansionnisme russe.

Mahmoud Benmostefa

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:30	12:41	15:54	18:24	19:48
CONSTANTINE	05:35	12:46	15:59	18:29	19:52
ALGER	05:49	13:00	16:13	18:43	20:06
OUARGLA	05:42	12:51	16:08	18:37	19:56
CHLEF	05:56	13:07	16:21	18:50	20:13
MOSTAGANEM	06:01	13:12	16:26	18:55	20:18
ORAN	06:04	13:15	16:29	18:58	20:21

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7233 — JEUDI 3 MARS 2022

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	17°	8°
Oran	19°	8°
Constantine	16°	2°
Ouargla	17	4°

BILAN OPÉRATIONNEL HEBDOMADAIRE DE L'ANP

Dix-sept éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés

Dix-sept éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés en une semaine par des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), selon un bilan opérationnel rendu public hier mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN).



«Dans la dynamique des efforts continus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période du 23 février au 1er mars 2022, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national», précise la même source.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP «ont arrêté, lors d'opérations distinctes menées à travers le territoire national, 17 éléments de soutien aux groupes terroristes, tandis qu'un autre détachement de l'ANP a découvert et détruit, à Boumerdes, deux (02) casemates pour terroristes et une (01) bombe de confection artisanale».

Le MDN souligne également que «dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts soutenus visant à contenir le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité à travers les différentes Régions militaires, 27 narcotrafiquants et ont saisi 70,5 kilogrammes de kif traité et 333026 comprimés psychotropes». Par ailleurs, des détachements de l'ANP «ont intercepté, à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, Béchar, Djanet et Tindouf, 959 individus et saisi 32 véhicules, 515 groupes électrogènes, 295 marteaux piqueurs, des quantités d'explosifs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 83 tonnes de mélange d'or brut et de pierres».

Ils ont également appréhendé «14 autres individus et saisi 8 fusils de chasse, 6 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande, ainsi que 125 quintaux de tabacs et 1653 unités de différentes boissons à Sétif, Aïn Defla, Biskra, Khenchela, El-Oued et In-Guezzam». De même, les Garde-frontières «ont déjoué des tentatives de contrebande de quantités de carburants s'élevant à 14160 litres à Tébessa, El-Tarf et Souk-Ahras».

Dans un autre contexte, les Garde-côtes «ont déjoué, au niveau des côtes nationales, plusieurs tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 69 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, tandis que 227 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Djanet, Tlemcen, In-Amenas et Souk-Ahras», conclut le MDN.

S. O. B.

POLYCLINIQUE DE BARBACHA

Grogne du personnel

LES EMPLOYÉES de la polyclinique de la commune de Barbacha relevant du centre de santé de proximité (EPSP) d'El-Kseur ne cessent, depuis une semaine, d'exprimer leur grogne au sujet des conditions de travail. Et pour le faire savoir, ils ont observé depuis dimanche des débrayages de deux heures afin de dénoncer ce qu'ils qualifient de «hogra ou de mépris» affiché par les responsables de cette structure sanitaire de proximité et condamner également le comportement et les dépassements enregistrés ces derniers semaines à l'égard de l'établissement.

Le personnel de cet établissement interpelle, une nouvelle fois, les autorités du secteur afin d'intervenir et mettre fin aux problèmes rencontrés et les conditions professionnelles dans lesquelles il évolue, comme il dénonce aussi «le silence des responsables locaux et de la DSP par rapport aux mécontentements les carences exprimés».

Intervenant sur la Radio locale, ce mardi, un responsable syndical de la polyclinique a expliqué les raisons ayant conduit le personnel à sortir de sa réserve et mener un débrayage.

Une action qui est un cri de détresse. Il a parlé des mauvaises conditions de travail et du mépris affiché par les responsables de la structure non sans exprimer le ras-le-bol des travailleurs par rapport aux multiples dépassements enregistrés au niveau de la polyclinique et le manque de prise en charge des revendications mises en avant par le personnel qui avait signé une requête à cet effet. Il a rappelé que le document avait été signé par 37 employés et adressées à la direction de l'EPSP et à la DSP. Pour rappel, deux commissions avaient été diligentées par la direction de l'EPSP d'El-Kseur et la DSP de Béjaïa afin d'enquêter sur les «dépassements» dont parlent les travailleurs dans leur rapport, mais, aucune décision n'a encore été prise, regrettent-ils. Il faut noter que le personnel de la structure a été soutenu, lors de leur débrayage, par des citoyens qui ont exigé, eux aussi, une enquête qui aboutira à «l'amélioration» de la prise en charge des malades et la fin des problèmes récurrents que traversent l'établissement.

De Béjaïa, N. Bensalem

COMMUNICATION

Boudjemâa Doudou à la tête de la maison de la presse

LE MINISTRE de la Communication, Mohamed Bouslimani a procédé, hier mercredi, à l'installation de M. Boudjemâa Doudou au poste de responsable chargé de la gestion de la maison de la Presse, en remplacement de M. Youcef Doucène, a hier un communiqué du ministère. Lors de la cérémonie d'installation qui s'est déroulée au siège du ministère, en présence de ses cadres, le ministre a salué les efforts consentis par l'ancien responsable, invitant, par la même, M. Doudou à «poursuivre le travail et accomplir la mission qui lui incombe avec abnégation et dévouement, au regard de sa longue expérience au sein de cette importante structure médiatique», a conclu le communiqué.

S. N.



MOBILE WORLD CONGRESS 2022

Huawei accompagne les startups Algériennes à l'international

HUAWEI Télécommunications Algérie Sarl est fière d'annoncer son accompagnement pour l'Etablissement de promotion et de gestion des structures d'appui aux startups (Algeria-Venture) au Mobile world congress, qui se tient à Barcelone en Espagne du 28 février au 3 mars 2022.

Lors d'une visite au stand de « Algeria Venture « au MWC, Mr. Adnane Ben Halima, Vice-président en charge des relations publiques pour la région méditerranéenne de Huawei Afrique du Nord a indiqué que Huawei accorde une grande importance à l'écosystème des startups et des talents.

Cette action rentre dans le cadre du projet du parrainage des startups algériennes visant à encourager les jeunes talents à s'engager dans l'entrepreneuriat, l'innovation et l'économie numérique. Mr. Adnane a précisé également qu'à travers ce partenariat, nous visons à booster l'écosystème des startups algériennes et leur permettra de biller à l'international.

Pour sa part, le Directeur Général de A-Venture, Mr. Sid Ali Zerrouki a indiqué que cette participation est une première pour les entreprises Algériennes et les startups au Salon 4YFN qui se tient en marge du MWC 2022 à Barcelone. « Ceci permet aux startups algériennes d'avoir de la visibilité à l'international et de pouvoir attirer davantage d'investisseurs», a expliqué Mr. Zerrouki tout en disant que « cette participation a eu lieu grâce au sponsoring de Huawei Algérie qui rentre dans le cadre du partenariat signé l'année passée entre Algeria Venture et Huawei Algérie «.

Huawei Algérie et A-Venture avait déjà signé en mois de juin dernier, un accord-cadre de partenariat pour la promotion et le développement de l'innovation et des structures d'appui aux startups. A travers cet accord, Huawei et Algeria-Venture, expriment leur volonté de conclure un partenariat et une coopération pour le développement de l'écosystème d'innovation technologique et des structures d'appui aux start-up dans les domaines des TIC, Cloud & l'innovation et métiers connexes.

M. B.